

fédération CGT Éducation Recherche Culture > Actualité > « Plan étudiant » : Non à la sélection déguisée !



« Plan étudiant » : Non à la sélection déguisée !

Lors de la conférence de presse tenue ce lundi 30 octobre par Monsieur Philippe, Madame Vidal et Monsieur Blanquer, ont été annoncées plusieurs mesures constituant le « Plan étudiant » qui remettent en cause le libre accès à l'enseignement supérieur de toute une génération et le principe du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Le Gouvernement annonce un investissement de 1 milliard à destination de l'enseignement supérieur étalé sur cinq ans supposé répondre aux besoins. Ce chiffre comprend 450 millions d'euros déjà annoncés et budgétisés à travers le Grand plan d'investissement et qui se fera sous forme d'appels à projets. Toutes les universités n'y auront donc pas accès. Il ne reste que 500 millions d'euros sur 5 ans pour accueillir près de 3 millions d'étudiant.es d'ici 2025, ce qui est largement insuffisant. Pour nous, ce budget n'est pas à la hauteur des ambitions affichées. Aucune garantie n'existe sur les recrutements d'enseignant.es et de personnels techniques, administratifs et de bibliothèques pour accueillir l'ensemble des étudiant.es attendus, faire baisser les effectifs des cours en TD et en amphî, améliorer les conditions de travail des personnels de universités très dégradées ces dernières années.

Cette réforme propose un empiement de dispositifs : les lycéen.nes font des vœux, le conseil de classe doit donner son avis, les universités ont la possibilité de trier les dossiers selon un ordre de préférence et enfin les lycéen.nes auront une réponse négative, favorable ou favorable sous conditions. Le Ministère compte, sans avertir l'écrire, imposer une filière aux lycéen.nes pour « gérer les flux ». L'afflux continu de nouveaux étudiant.es et le manque de places va forcément amener de plus en plus de filières à être « en tension », pour mémoire cette année ce sont 169 filières qui ont eu recours au tirage au sort faute de places.

La réforme de l'accès au premier cycle universitaire donnera la possibilité pour les universités de sélectionner les étudiant.es pour l'accès à une filière. La nouvelle procédure de recrutement des étudiant.es par les établissements à travers le futur APB permettra un nouveau type de réponse : « oui, si ». Cela pourra se traduire par une année de remise à niveau, un rallongement de cursus universitaire, l'inscription dans un parcours spécifique, etc. Au lieu de mettre en place des dispositifs pédagogiques pour toutes les étudiant.es sur la base du volontariat, le gouvernement fait encore une fois le choix d'imposer des dispositifs particuliers et d'enterrer un enseignement supérieur à multiples vitesses avec la possibilité de mise en place de licences en 4 ans.

Cette réforme remet en cause le principe de libre accès à l'université qui garantit à chaque jeune titulaire du baccalauréat de pouvoir continuer ses études et aura de lourdes conséquences pour notre système éducatif et l'avenir des lycéen.nes. Pour nos organisations, l'argument selon lequel les mesures annoncées viseraient à améliorer l'orientation des élèves relève de la tromperie. Nous tenons à rappeler que le nombre de PSY EN qui sont les personnels qualifiés pour orienter les élèves est nettement insuffisant et qu'en ce moment même c'est bien le gouvernement qui prend la responsabilité de fermer des Centres d'Information et d'Orientation. En prévoyant que le conseil de classe de terminale examine les vœux du/de la lycéen.ne et participe à un avis formulé par le chef d'établissement, cela revient à faire des enseignant.es en lycée des acteurs de la sélection. Ces mesures sont cohérentes avec les déclarations du ministre de l'Éducation Nationale qui a fait connaître son intention d'introduire une part importante de contrôle continu pour l'obtention du diplôme. Ce serait la fin du baccalauréat comme diplôme national, reposant sur des épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes.

« Plan étudiant » : Non à la sélection déguisée !

jeudi 9 novembre 2017, par [Bariaud](#)



« Plan étudiant » : Non à la sélection déguisée !

Lors de la conférence de presse tenue ce lundi 30 octobre par Monsieur Philippe, Madame Vidal et Monsieur Blanquer, ont été annoncées plusieurs mesures constituant le « Plan étudiant » qui remettent en cause le libre accès à l'enseignement supérieur de toute une génération et le principe du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Le Gouvernement annonce un investissement de 1 milliard à destination de l'enseignement supérieur étalé sur cinq ans supposé répondre aux besoins. Ce chiffre comprend 450 millions d'euros déjà annoncés et budgétisés à travers le Grand plan d'investissement et qui se fera sous forme d'appels à projets. Toutes les universités n'y auront donc pas accès. Il ne reste que 500 millions d'euros sur 5 ans pour accueillir près de 3 millions d'étudiant.es d'ici 2025, ce qui est largement insuffisant. Pour nous, ce budget n'est pas à la hauteur des ambitions affichées. Aucune garantie n'existe sur les recrutements d'enseignant.es et de personnels techniques, administratifs et de bibliothèques pour accueillir l'ensemble des étudiant.es attendus, faire baisser les effectifs des cours en TD et en amphî, améliorer les conditions de travail des personnels de universités très dégradées ces dernières années.

Cette réforme propose un empiement de dispositifs : les lycéen.nes font des vœux, le conseil de classe doit donner son avis, les universités ont la possibilité de trier les dossiers selon un ordre de préférence et enfin les lycéen.nes auront une réponse négative, favorable ou favorable sous conditions. Le Ministère compte, sans avertir l'écrire, imposer une filière aux lycéen.nes pour « gérer les flux ». L'afflux continu de nouveaux étudiant.es et le manque de places va forcément amener de plus en plus de filières à être « en tension », pour mémoire cette année ce sont 169 filières qui ont eu recours au tirage au sort faute de places.

La réforme de l'accès au premier cycle universitaire donnera la possibilité pour les universités de sélectionner les étudiant.es pour l'accès à une filière. La nouvelle procédure de recrutement des étudiant.es par les établissements à travers le futur APB permettra un nouveau type de réponse : « oui, si ». Cela pourra se traduire par une année de remise à niveau, un rallongement de cursus universitaire, l'inscription dans un parcours spécifique, etc. Au lieu de mettre en place des dispositifs pédagogiques pour toutes les étudiant.es sur la base du volontariat, le gouvernement fait encore une fois le choix d'imposer des dispositifs particuliers et d'enterrer un enseignement supérieur à multiples vitesses avec la possibilité de mise en place de licences en 4 ans.

Cette réforme remet en cause le principe de libre accès à l'université qui garantit à chaque jeune titulaire du baccalauréat de pouvoir continuer ses études et aura de lourdes conséquences pour notre système éducatif et l'avenir des lycéen.nes. Pour nos organisations, l'argument selon lequel les mesures annoncées viseraient à améliorer l'orientation des élèves relève de la tromperie. Nous tenons à rappeler que le nombre de PSY EN qui sont les personnels qualifiés pour orienter les élèves est nettement insuffisant et qu'en ce moment même c'est bien le gouvernement qui prend la responsabilité de fermer des Centres d'Information et d'Orientation. En prévoyant que le conseil de classe de terminale examine les vœux du/de la lycéen.ne et participe à un avis formulé par le chef d'établissement, cela revient à faire des enseignant.es en lycée des acteurs de la sélection. Ces mesures sont cohérentes avec les déclarations du ministre de l'Éducation Nationale qui a fait connaître son intention d'introduire une part importante de contrôle continu pour l'obtention du diplôme. Ce serait la fin du baccalauréat comme diplôme national, reposant sur des épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes.

Lors de la conférence de presse tenue ce lundi 30 octobre par Monsieur Philippe, Madame Vidal et Monsieur Blanquer, ont été annoncées plusieurs mesures constituant le « Plan étudiant » qui remettent en cause le libre accès à l'enseignement supérieur de toute une génération et le principe du baccalauréat comme premier grade universitaire.

Le Gouvernement annonce un investissement de 1 milliard à destination de l'enseignement supérieur étalé sur cinq ans supposé répondre aux besoins. Ce chiffre comprend 450 millions d'euros déjà annoncés et budgétisés à travers le Grand plan d'investissement et qui se fera sous forme d'appels à projets. Toutes les universités n'y auront donc pas accès. Il ne reste que 500 millions d'euros sur 5 ans pour accueillir près de 3 millions d'étudiant.es d'ici 2025, ce qui est largement insuffisant. Pour nous, ce budget n'est pas à la hauteur des ambitions affichées. Aucune garantie n'existe sur les recrutements d'enseignant.es et de personnels techniques, administratifs et de bibliothèques pour accueillir l'ensemble des étudiant.es attendus, faire baisser les effectifs des cours en TD et en amphî, améliorer les conditions de travail des personnels de universités très dégradées ces dernières années.

Cette réforme propose un empilement de dispositifs : les lycéen.nes font des vœux, le conseil de classe doit donner son avis, les universités ont la possibilité de trier les dossiers selon un ordre de préférence et enfin les lycéen.nes auront une réponse négative, favorable ou favorable sous conditions. Le Ministère compte, sans oser l'écrire, imposer une filière aux lycéen.nes pour « gérer les flux ». L'afflux continu de nouveaux étudiant.es et le manque de places va forcément amener de plus en plus de filières à être « en tension », pour mémoire cette année ce sont 169 filières qui ont eu recours au tirage au sort faute de places.

La réforme de l'accès au premier cycle universitaire donnera la possibilité pour les universités de sélectionner les étudiant.es pour l'accès à une filière. La nouvelle procédure de recrutement des étudiant.es par les établissements à travers le futur APB permettra un nouveau type de réponse : « oui, si ». Cela pourra se traduire par une année de remise à niveau, un rallongement de cursus universitaire, l'inscription dans un parcours spécifique, etc. Au lieu de mettre en place des dispositifs pédagogiques pour tou.tes les étudiant.es sur la base du volontariat, le gouvernement fait encore une fois le choix d'imposer des dispositifs particuliers et d'entériner un enseignement supérieur à multiples vitesses avec la possibilité de mise en place de licences en 4 ans.

Cette réforme remet en cause le principe de libre accès à l'université qui garantit à chaque jeune titulaire du baccalauréat de pouvoir continuer ses études et aura de lourdes conséquences pour notre système éducatif et l'avenir des lycéen.nes. Pour nos organisations, l'argument selon lequel les mesures annoncées viseraient à améliorer l'orientation des élèves relève de la tromperie. Nous tenons à rappeler que le nombre de PSY EN qui sont les personnels qualifiés pour orienter les élèves est nettement insuffisant et qu'en ce moment même c'est bien le gouvernement qui prend la responsabilité de fermer des Centres d'Information et d'Orientation. En prévoyant que le conseil de classe de terminale examine les vœux du/de la lycéen.ne et participe à un avis formulé par le chef d'établissement, cela revient à faire des enseignant.es en lycée des acteurs de la sélection. Ces mesures sont cohérentes avec les déclarations du ministre de l'Éducation Nationale qui a fait connaître son intention d'introduire une part importante de contrôle continu pour l'obtention du diplôme. Ce serait la fin du baccalauréat comme diplôme national, reposant sur des épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes. Pour nos organisations, le ministère individualise les échecs et renvoie systématiquement les dysfonctionnements de l'enseignement sur les étudiant.es, les jeunes, qui seraient trop nombreux, les enseignant.es qui ne sauraient pas s'adapter.

Nos organisations réaffirment :

- La nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier.es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- L'exigence d'ouverture de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- L'abandon du projet de loi sur 1er cycle post bac, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur.

Nos organisations alertent les personnels, les étudiant.es et les lycéen.nes et leurs familles sur toutes les mesures qui vont à l'encontre de nos revendications et les invitent à se réunir pour préparer les mobilisations nécessaires.

Elles les appellent à se saisir de la journée interprofessionnelle de mobilisation et à manifester le 16 novembre.